



Numéro PPQ/6928

vendredi 19 septembre 2014

Les grands titres:

- Iraq : le Conseil de sécurité appelle à un effort international pour appréhender les chefs de l'EIIL
- L'ACTU EN PHOTOS - En route vers un accord sur le climat en 2015
- Ebola est une crise internationale, déclare le Président de l'Assemblée générale
- Mali : l'ONU condamne une nouvelle attaque meurtrière contre des Casques bleus tchadiens
- Golan : le Conseil de sécurité juge nécessaire d'adapter le dispositif de la Force de l'ONU
- Ukraine : le vol MH17 aurait été abattu selon un rapport préliminaire présenté au Conseil de sécurité
- Fidji : le chef de l'ONU salue le bon déroulement des élections législatives
- Ban Ki-moon fait sonner la cloche de la paix
- Bahreïn : l'ONU salue la libération d'une militante des droits de l'homme
- Méditerranée : Zeid demande l'arrestation des auteurs du sabordage présumé d'un bateau de migrants

Iraq : le Conseil de sécurité appelle à un effort international pour appréhender les chefs de l'EIIL



19 septembre - Le Conseil de sécurité des Nations Unies a condamné vendredi les attaques perpétrées en Iraq, en Syrie et au Liban, par l'État islamique d'Iraq et du Levant (EIIL) et les groupes armés associés, et il a demandé à la communauté internationale d'appuyer les efforts du nouveau gouvernement iraquien pour renforcer encore les institutions démocratiques, et lutter contre le terrorisme.

Dans une déclaration présidentielle adoptée aujourd'hui, le Conseil a exprimé sa consternation face aux tueries, enlèvements, viols et tortures commis par l'EIIL à l'encontre de très nombreux Iraquiens et nationaux d'autres États, ainsi que face au recrutement et à l'emploi d'enfants par ce groupe.

"Le Conseil prie instamment la communauté internationale de renforcer et d'élargir, dans le respect du droit international, l'appui qu'elle fournit au gouvernement iraquien dans sa lutte contre l'EIIL et les groupes armés qui lui sont associés. Il se félicite de la tenue de la Conférence internationale sur la paix et la sécurité en Iraq, le 15 septembre 2014 à Paris, ainsi que de la réunion au sommet consacrée à la lutte contre la menace mondiale créée par les combattants terroristes étrangers qu'il va lui-même tenir le 24 septembre prochain", a déclaré le Conseil.

Le Conseil a également souligné que ceux qui ont commis des violations du droit humanitaire international ou des violations des droits de l'homme doivent répondre de leurs actes, en notant qu'une partie de ces actes pourraient constituer des crimes de guerre et des crimes contre l'humanité.

Le Conseil a demandé "au gouvernement iraquien et à la communauté internationale de s'employer à faire en sorte qu'ils soient tous traduits en justice."

Lors de la réunion du Conseil, le Représentant spécial du Secrétaire général pour l'Iraq, Nickolay Mladenov, a expliqué que le nouveau gouvernement iraquien d'union nationale faisait des progrès en vue de restaurer la sécurité dans le pays, tout en



essayant de renforcer les relations entre les communautés ethniques et religieuses et en élaborant des politiques pour contribuer à la paix sociale et à la cohésion.

« L'Iraq fait face à un danger sans précédent avec l'avancée de l'EIIL », a prévenu M. Mladenov, en expliquant qu'il attendait de la communauté internationale et des Nations Unies des mesures qui neutralisent cette menace.

Le Représentant spécial a rappelé que l'EIIL et les groupes armés affiliés avaient pris le contrôle de grandes parties du nord et de l'ouest de l'Iraq, étant doté d'armes et d'importantes ressources financières et naturelles.

« La Mission des Nations Unies en Iraq a observé la stratégie de terreur de cette organisation, qui se poursuit même après la chute de Mossoul. Son contrôle sur de larges territoires tant en Iraq qu'en Syrie, combiné à leur idéologie animée par la haine, la peur et le nihilisme, ont fait de l'EIIL un danger évident pour l'unité de l'Iraq et une menace à la sécurité régionale et internationale », a indiqué le Représentant spécial.

M. Mladenov a rappelé que 1,8 million d'Iraqiens avaient été déplacés depuis janvier, dont 850.000 ont trouvé refuge dans la région du Kurdistan. Avec l'hiver qui approche, il a souligné la nécessité de prendre des mesures cruciales. Il a parlé de l'immense effort humanitaire déployé par les Nations Unies, qui tentent en outre de porter secours à 650.000 personnes se trouvant toujours dans les zones de conflit.

« Rien que la nuit dernière, 10.000 familles supplémentaires de la province de Diyala ont été contraintes de fuir leurs maisons. La crise humanitaire n'est pas seulement dans le nord du pays, mais partout dans le pays », a-t-il déclaré.

Ebola est une crise internationale, déclare le Président de l'Assemblée générale



Le futur Président de l'Assemblée générale des Nations Unies, Sam Kutesa. Photo ONU/Paulo Filgueiras

19 septembre - A l'occasion d'une réunion de l'Assemblée générale des Nations Unies consacrée à l'épidémie d'Ebola en Afrique de l'Ouest, le Président de cette assemblée, Sam Kutesa, a déclaré que l'épidémie n'était plus seulement une crise régionale mais une crise internationale.

« C'est maintenant qu'il faut agir d'une manière rapide, coordonnée et déterminée. Sans une action rapide et décisive, les ravages causés par l'épidémie auront un impact bien au-delà des zones d'Afrique de l'Ouest les plus touchées actuellement », a dit M. Kutesa dans un discours.

« Ebola n'est plus seulement une crise sous-régionale ou même régionale, il s'agit d'une crise internationale », a-t-il ajouté.

Selon le Président de l'Assemblée générale, la priorité immédiate est de contenir l'épidémie, à la fois en termes de propagation géographique et de nombre de morts.

M. Kutesa a noté que les femmes étaient particulièrement en danger, étant donné leur rôle dans la délivrance des soins et au sein des communautés. « Au Libéria, les estimations indiquent que 75% des personnes décédées sont des femmes, alors qu'en Sierra Leone ce nombre s'élève à 59%. Les femmes risquent davantage de faire partie des agents de santé en première ligne, ce qui pose une menace plus grande pour elles », a-t-il ajouté.

Le Président de l'Assemblée générale a souligné que l'épidémie pourrait avoir un impact déstabilisateur pour les trois pays les plus touchés. « Nous ne devons pas laisser Ebola inverser la vague de progrès pour ces pays », a-t-il dit.

Jeudi, à l'occasion d'une réunion du Conseil de sécurité consacrée à Ebola, le Secrétaire général des Nations Unies, Ban Ki-moon, a annoncé l'établissement d'une mission sanitaire d'urgence des Nations Unies pour stopper cette épidémie.

Vendredi, l'Assemblée générale a adopté une résolution appelant la communauté internationale à prendre des mesures immédiates pour soutenir les pays affectés par Ebola. La résolution salue également l'annonce par le Secrétaire général de l'établissement d'une Mission des Nations Unies pour la lutte contre Ebola (UNMEER) et appelle les Etats membres à apporter leur soutien à cette Mission.

Mali : l'ONU condamne une nouvelle attaque meurtrière contre des Casques bleus tchadiens



19 septembre - Le Secrétaire général des Nations Unies, Ban Ki-moon, et le Conseil de sécurité ont fermement condamné vendredi une attaque la veille dans le nord du Mali qui a tué cinq Casques bleus tchadiens de la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation au Mali (MINUSMA).

Trois autres casques bleus ont également été blessés lorsque le véhicule dans lequel ils se trouvaient a été touché par un engin explosif improvisé. Cette attaque qui a eu lieu près d'Aguelhok, dans la région de Kidal, porte à 21 le nombre de Casques bleus tués et à 84 le nombre de soldats de la paix blessés par des engins explosifs au Mali depuis le début de la mission le 1er juillet 2013.

« Le Secrétaire général appelle les groupes armés réunis à Alger à passer immédiatement aux actes suite à leur déclaration de vouloir collaborer avec la MINUSMA dans la prévention de ces attaques lâches, conformément à leur engagement du 16 septembre. Ces attaques constantes contre les Nations Unies doivent cesser immédiatement », a dit son porte-parole dans une déclaration à la presse.

« Le Secrétaire général réitère la détermination des Nations Unies à appuyer le peuple malien dans sa recherche de la paix. Il exprime ses sincères condoléances aux familles des courageux casques bleus tués, et souhaite une convalescence rapide à tous les blessés. Il exprime également sa profonde reconnaissance au gouvernement et au peuple tchadiens pour leur engagement sans faille envers la paix et la sécurité au Mali », a-t-il ajouté.

Dans une déclaration à la presse, les membres du Conseil de sécurité ont également fermement condamné l'attaque. Ils ont présenté leurs condoléances aux familles des victimes, au gouvernement et au peuple du Tchad, ainsi qu'à la MINUSMA.

« Les membres du Conseil de sécurité ont salué les Casques bleus tchadiens pour leurs sacrifices et leurs efforts sans relâche au sein de la MINUSMA », précise la déclaration à la presse.

Golan : le Conseil de sécurité juge nécessaire d'adapter le dispositif de la Force de l'ONU



Des casques bleus en patrouille sur le plateau du Golan.

19 septembre - Alors que la situation s'est détériorée dans la zone d'opérations de la Force des Nations Unies chargée d'observer le désengagement (FNUOD) sur le plateau du Golan, le Conseil de sécurité a estimé vendredi qu'il était nécessaire d'adapter le dispositif de la Force afin de réduire les risques encourus par le personnel.

Dans une déclaration de la Présidence du Conseil de sécurité, le Conseil « note avec préoccupation la détérioration de la situation de sécurité dans la zone d'opérations de la FNUOD

en raison de la persistance du conflit syrien et des activités menées par plusieurs acteurs armés non étatiques, notamment le Front el-Nosra, et le risque que cela représente pour l'accord sur le désengagement et pour les Casques bleus des Nations Unies qui servent dans cette zone. »

Par conséquent, le Conseil de sécurité « estime nécessaire de déployer des efforts pour adapter en souplesse le dispositif de la FNUOD afin de réduire au minimum les risques encourus par le personnel de l'ONU alors que la Force continue de s'acquitter de son mandat, tout en soulignant que le but ultime est le retour des Casques bleus à leurs positions dans la zone d'opérations de la FNUOD dès que possible. »

La semaine dernière, 45 Casques bleus fidjiens de la FNUOD ont été libérés après avoir été retenus en otages par un groupe armé pendant deux semaines.

Le Conseil de sécurité souligne qu'il faut « maintenir l'effectif de la FNUOD et ses moyens de légitime défense au niveau nécessaire pour lui permettre de mener à bien son important mandat, et conserver ses capacités de réaction rapide. »

Le Conseil a demandé au Secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, de lui présenter dans un délai de 30 jours un état des mesures à prendre pour maintenir la capacité de la FNUOD de s'acquitter de son mandat.

Les Casques bleus de la FNUOD surveillent l'accord de désengagement de 1974 entre la Syrie et Israël après leur guerre de 1973. En juin, le Conseil de sécurité a prorogé le mandat de la mission pour six mois, jusqu'au 31 décembre 2014. Fin juillet, la FNUOD comptait 1.223 soldats de la paix originaires de six pays (Fidji, Inde, Irlande, Népal, Pays-Bas, et Philippines).

Ukraine : le vol MH17 aurait été abattu selon un rapport préliminaire présenté au Conseil de sécurité



19 septembre - Lors d'une réunion vendredi au Conseil de sécurité, le Secrétaire général adjoint des Nations Unies aux affaires politiques, Jeffrey Feltman, a indiqué que selon un rapport préliminaire concernant l'accident de l'avion de Malaysia Airlines, l'avion s'est disloqué au-dessus de l'Ukraine à la suite de la pénétration d'un nombre important d' « objets propulsés à haute énergie provenant de l'extérieur de l'appareil ».

Selon ce rapport du Bureau néerlandais de la sécurité aérienne, qui se base notamment sur l'enregistrement des voix de l'équipage présent dans le cockpit de l'appareil, le contenu de l'enregistreur de vol, les données de trafic aérien et des images satellite, l'avion n'avait aucun problème technique ou opérationnel, et l'équipage avait les licences nécessaires. Aucune erreur humaine n'a été signalée et aucun message de détresse n'a été envoyé.

« En dépit du maintien du cessez-le-feu dans le sud-est de l'Ukraine, les conditions actuelles ne permettent toujours pas aux enquêteurs de jouir d'un plein accès au site de l'accident », a prévenu M. Feltman en soulignant qu'à l'approche de l'hiver, il sera bientôt impossible de collecter d'autres dépouilles ou éléments de preuve.

Le Secrétaire général adjoint a aussi indiqué que 255 des 298 victimes avaient été identifiées jusqu'à présent et que les enquêteurs internationaux s'efforceraient de nouveau d'avoir accès au site du crash afin de procéder au rapatriement des dépouilles et des débris humains encore présents sur les lieux et de collecter des preuves supplémentaires.

Selon les données fournies par les radars, trois autres vols commerciaux se trouvaient dans la même zone de contrôle aérien que le vol MH17 lorsque celui-ci a été frappé.

M. Feltman a annoncé que l'Organisation de l'aviation civile internationale (OACI) a l'intention de convoquer une conférence de haut niveau sur la sécurité aérienne en février 2015.

Fidji : le chef de l'ONU salue le bon déroulement des élections législatives



Le Secrétaire général Ban Ki-moon, Photo ONU/Mark Garten

19 septembre - Le Secrétaire général des Nations Unies, Ban Ki moon, a salué jeudi soir le déroulement pacifique des élections législatives du 17 septembre aux îles Fidji et il a félicité le peuple de ce pays d'avoir exercé son droit de vote, conformément à la Constitution.

« Tandis que les Fidji attendent les résultats définitifs, le Secrétaire général encourage tous les Fidjiens à continuer de maintenir un climat pacifique pendant tout le processus électoral et à régler tout différend par les procédures juridiques établies », a indiqué le porte-parole de M. Ban dans un communiqué de presse.

Le chef de l'ONU a souhaité que ces élections marquent une étape importante pour la transition du pays vers la démocratie. Il appelle tous les acteurs à s'engager de manière constructive dans cette transition.

Le Secrétaire général a réitéré l'engagement des Nations Unies à travailler avec les autorités nouvellement élues et le peuple des Fidji.

Ban Ki-moon fait sonner la cloche de la paix



19 septembre - Le Secrétaire général des Nations Unies, Ban Ki-moon, a fait sonner vendredi la cloche de la paix au siège de l'ONU à New York pour marquer la Journée internationale de la paix.

Avant de faire sonner cette cloche, le Secrétaire général s'est joint à l'assistance dans un moment de silence « pour se souvenir de tous ceux pour qui les sons de la paix sont noyés par les explosions de bombes, de missiles et d'armes à

feu. »

Cette cérémonie est une tradition annuelle pour souligner la mission fondamentale de l'Organisation des Nations Unies. La Messagère de la paix des Nations Unies et chercheuse britannique, Jane Goodall, était présente à cette cérémonie.

Le Secrétaire général a remercié Yoko Ono, la veuve de John Lennon du groupe de musique The Beatles, d'avoir permis à la chanson 'Imagine' d'être interprétée ce vendredi.

« Cette année marque le 30ème anniversaire de la Déclaration de l'Assemblée générale sur le droit des peuples à la paix. Ce document essentiel réaffirme que le bien-être et le progrès dépendent d'une vie sans guerre », a dit Ban Ki-moon dans un discours avant de faire sonner la cloche de la paix.

« Les conflits retardent le développement et laissent un héritage de mort et de destruction, de gains perdus et de générations perdues », a-t-il ajouté.

La Journée internationale de la paix est officiellement célébrée chaque année le 21 septembre.

Bahreïn : l'ONU salue la libération d'une militante des droits de l'homme



Rupert Colville, porte-parole du Haut commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (HCDH). Photo ONU/Jean-Marc Ferré

19 septembre - Le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (HCDH) a salué vendredi la libération sous conditions de la défenseure des droits de l'homme, Maryam Al-Khawaja, qui était en détention depuis son arrestation à l'aéroport de Manama le 30 août.

« Nous suivrons de près les résultats de l'audience judiciaire sur son cas, qui est prévue à la Haute cour criminelle de Bahreïn le 1er octobre », a dit le porte-parole du HCDH, Rupert Colville, lors d'un point de presse à Genève.

Mme Al-Khawaja a été arrêtée alors qu'elle se rendait à Bahreïn avec son passeport danois pour rendre visite à son père, Abdulhadi Al-Khawaja, qui a été condamné à la prison à vie en 2011 et dont la santé se serait détériorée.

« Maryam Al-Khawaja a été arrêtée à l'aéroport, apparemment parce que son passeport bahreïni avait expiré. Elle a été transférée dans une prison pour femmes après avoir été inculpée pour avoir attaqué un policier. Nous sommes préoccupés par le fait que la détention de Mme Al-Khawaja était liée à son travail pour promouvoir les droits de l'homme à Bahreïn à travers le Centre du Golfe pour des droits de l'homme, dont elle est la co-directrice », a ajouté M. Colville.

Il a précisé que le HCDH était « entré en contact avec les autorités pour faire part de ses préoccupations concernant cette affaire, et sur d'autres affaires concernant des individus qui auraient été détenus pour avoir exercé pacifiquement leurs droits. »

Méditerranée : Zeid demande l'arrestation des auteurs du sabordage présumé d'un bateau de migrants



19 septembre - Le Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme, Zeid Ra'ad Al Hussein, a exhorté vendredi les autorités égyptiennes et les États de l'Afrique du Nord et de l'Europe à faire un effort concerté pour arrêter les passeurs et trafiquants de migrants et de réfugiés qui auraient délibérément sabordé un bateau en Méditerranée causant la mort de 300 à 500 personnes la semaine dernière.

« C'est un incident vraiment horrible. Il relève de la responsabilité des États de mener des enquêtes sur des crimes vraiment atroces afin de traduire en justice les auteurs. Il faut également redoubler d'efforts pour empêcher ce genre d'incidents », a dit M. Zeid dans un communiqué de presse.

« L'acte cruel de saborder un bateau rempli de centaines de personnes sans défense est un crime qui ne peut pas rester impuni. Si les témoignages des survivants sont véridiques, et ils semblent crédibles, il s'agit de meurtres de masse », a-t-il ajouté.

Selon les témoignages de 11 rescapés entendus par l'Organisation internationale des migrations (OIM), les migrants et réfugiés ont embarqués dans le port de Damietta en Égypte. Un grand nombre de passagers étaient des Palestiniens de Gaza, ainsi que des Syriens, des Soudanais, des Égyptiens et peut-être d'autres nationalités.

L'ensemble des témoins ont affirmé que les passeurs qui auraient sabordé le bateau entre la Grèce et Malte étaient soit égyptiens ou palestiniens. Le Haut-Commissaire a exhorté les autorités grecques, maltaises et italiennes de partager les informations qu'elles auraient sur l'identité des passeurs avec les autorités égyptiennes pour faciliter l'enquête.

« Il n'est pas possible de transporter un grand nombre de personnes de différentes nationalités à bord d'autobus et de les faire monter dans un bateau dans un port majeur sans qu'il y ait des témoins », a souligné M. Zeid en rappelant que les migrants sont dotés des mêmes droits que n'importe quels autres êtres humains.

« Trop de réfugiés et de migrants meurent dans le monde en cherchant à fuir les conflits, l'oppression politique, les violations des droits de l'homme et la misère. Les causes profondes doivent être résolues dans les pays d'origine de façon concertée », a-t-il ajouté.

Le Haut-Commissaire a prévenu que des politiques xénophobes, notamment dans les pays de l'Union européenne, continuent de saper la détermination des gouvernements à chercher des solutions à des situations désespérées dans plusieurs régions du monde. Il est nécessaire que les réfugiés soient en mesure de trouver une protection et que les États ne les pénalisent pas pour utiliser des moyens irréguliers pour y arriver.